

# Europe – Etats-Unis : rencontre de deux trajectoires?

**Pierre Hassner**

Directeur de recherche émérite au CERl

février 2009

Pour les études prévisionnelles comme pour la politique comparée, le plus grand piège s'appelle l'extrapolation, la tentation de confondre des conjonctures particulières en les prenant pour des structures ou des tendances permanentes. La comparaison toujours récurrente entre l'Europe et les Etats-Unis, et le débat sur la convergence ou la divergence croissante de leurs évolutions respectives offre une illustration particulièrement suggestive de cette déformation. La thèse de cet article est que les Etats-Unis et l'Europe évoluent, à long terme, dans la même direction mais en suivant, à des vitesses variables, des trajectoires distinctes qui se trouvent tantôt en phase tantôt au contraire déphasées : elles rencontrent des problèmes et des défis souvent comparables mais auxquelles elles réagissent de manière parfois opposée, engendrant des critiques et des incompréhensions réciproques, parce qu'elles affrontent ces défis et ces problèmes à des stades différents de leurs évolutions respectives.

L'exemple le plus frappant est celui de l'intervention militaire. La guerre d'Irak a été l'occasion d'une absolutisation ou d'une ontologisation des différences entre les Etats-Unis et l'Europe, représentés par les partisans et les adversaires les plus ardents de son déclenchement comme deux camps irréductiblement opposés. Pour J. Habermas et J. Derrida, le refus de la guerre devait se révéler comme le fondement de l'identité européenne. Pour Robert Kagan, les Américains sont de Mars et les Européens de Vénus. Les premiers croient à la puissance, essentiellement identifiée à la force militaire, les seconds ne jurent que par la négociation et le compromis.

Quelques dizaines d'années auparavant, cependant, lors de l'expédition de Suez, les fronts étaient exactement renversés. C'étaient la France et le Royaume Uni qui, alliés à Israël, envahissaient l'Egypte au nom de l'idée qu'on ne pouvait négocier avec un dictateur, et que l'invasion était nécessaire soit pour mettre fin à la guerre d'Algérie, soutenue ou fomentée par Nasser, soit pour garantir l'approvisionnement pétrolier de l'Europe. Et c'était les Etats-Unis, sous la direction républicaine d'Eisenhower et de John Foster Dulles, qui les arrêtaient au nom de l'idée que l'emploi de la force était contraire à la Charte de l'ONU et risquait d'apparaître comme impérialiste.

Comment s'explique ce contraste ? C'est que la France et la Grande-Bretagne étaient en proie aux affres de la décolonisation et, pour la première, prise, dans l'engrenage d'un combat ambigu pour lequel il était tentant de chercher un bouc émissaire étranger et une solution miracle. Les Etats-Unis, au contraire, ne se sentaient pas menacés directement et, heureux d'être sortis de la guerre de Corée, pouvaient donner la priorité aux grands principes et souhaitaient surtout éviter des complications qui auraient fini par les impliquer.

En 2003, c'étaient eux qui, à la fois, se sentaient directement agressés par un adversaire insaisissable et cherchaient un bouc émissaire, tout en s'efforçant de stabiliser par leur action un environnement qui risquait de mettre en danger à la fois Israël et la sécurité de l'approvisionnement pétrolier. Et ce sont les

## Europe - Etats-Unis : rencontre de deux trajectoires ?

Européens de l'Ouest, à commencer par la France (mais à l'exclusion cette fois du gouvernement britannique) qui, délivrés et de la guerre froide et des guerres coloniales, ne souhaitaient surtout pas recommencer les aventures du passé.

Dictateurs, pétrole, terrorisme, Israël, Moyen Orient, et plus généralement les rapports de l'Occident avec le monde musulman et avec le problème de l'intervention militaire : les défis avaient beaucoup de points communs, mais les réactions des nations occidentales variaient selon leur vulnérabilité et leur puissance extérieure, mais aussi et peut-être surtout en fonction de leur propre évolution psychologique et idéologique.

La guerre d'Irak, et plus généralement la réaction américaine à l'attentat du 11 septembre, sont en quelque sorte le couronnement d'une évolution complexe, composée à la fois de la réaction de l'Amérique conservatrice, à la contre-culture des années soixante, à l'évolution des mœurs, et à la défaite du Vietnam et, d'autre part, à l'euphorie des années Reagan et à l'effondrement de l'empire soviétique. Cette Amérique-là, arrivée au pouvoir avec l'élection de George Bush, se sentait toute-puissante et innocente, ou, si l'on préfère, supérieure à la fois militairement, économiquement et moralement et, pour la première fois, vulnérable puisque frappée en plein cœur par un ennemi insaisissable. Sa revanche sur celui-ci se combinait avec une revanche sur l'autre Amérique, jugée corrompue et décadente. La combinaison du manichéisme et de l'optimisme conduisait à une réaction globale contre le mal, qu'il s'agissait d'éradiquer.

Pour les Européens, ou du moins pour la majorité des Européens de l'Ouest, d'une part l'expérience de la vulnérabilité, celle de leurs populations et celle de leurs territoires n'avait rien de nouveau pour eux, et, d'autre part, l'expérience des deux guerres mondiales, des horreurs du totalitarisme et de l'échec des guerres et des expéditions coloniales les avait vaccinés contre les illusions de l'innocence et de la toute-puissance. Leur utopie était plutôt celle d'une politique fondée sur la réconciliation et sur la vigilance contre le retour aux errements et aux horreurs du passé.

## LA RENCONTRE DE DEUX ÉVOLUTIONS

Faut-il en conclure à la divergence désormais irréductible des deux continents ? Il ne nous semble pas. Pour commencer il faut souligner fortement que les Etats-Unis ne sont pas un bloc et l'Europe encore moins. Les premiers ont été le théâtre de ce qu'on appelle "une guerre des cultures" (plus sensible, d'ailleurs, au niveau des élites qu'à celui de la population) opposant l'Amérique des grandes villes et des côtes et celle des petites villes et des zones rurales du Sud et du centre, ou encore démocrates modernistes et internationalistes et républicains traditionalistes et nationalistes.

Sur la plupart des problèmes censés opposer les Etats-Unis et l'Europe, les démocrates sont intermédiaires entre "l'Amérique profonde" représentée par les républicains et l'Europe. Mais celle-ci, cela va sans dire, est encore plus divisée entre "vieille Europe" de l'Ouest et "nouvelle Europe" de l'Est, ou encore entre Nordiques et méridionaux. Sur certains problèmes comme la peine de mort ou l'attitude envers les minorités sexuelles, les Américains sont, à leur tour, intermédiaires entre les Européens de l'Ouest, plus ou moins "post-modernistes" et ceux de l'Est, plus traditionalistes ou intolérants.

Les différences et oppositions entre les Etats-Unis et l'Europe dépendent beaucoup de la question de savoir si, à l'intérieur de ce "continuum transatlantique" dont parle Bruno Tertrais, les fractions provisoirement dominantes de chaque côté de l'Atlantique sont proches l'une de l'autre ou tendent à diverger.

Les divergences le plus souvent soulignées entre la plupart des Américains et la plupart des Européens concernent l'attitude envers la force (envers son emploi comme moyen de la politique extérieure, ou le contrôle des armes à feu et la peine de mort) envers la religion, son progrès ou son déclin, et la place, centrale ou non, qu'y occupe la morale sexuelle, les rôles respectifs de l'Etat et du marché, la préférence pour l'égalité ou pour la liberté, la tendance à l'optimisme fondé sur l'idée que tous les problèmes ont une solution, la foi en (ou la prétention) à "l'exceptionnalisme", c'est-à-dire à une mission universelle ou à un destin providentiel.

## Europe - Etats-Unis : rencontre de deux trajectoires ?

Les grands penseurs du XIXe siècle qui ont réfléchi à l'évolution des deux continents, étaient pleinement conscients de cette complexité, tout en tenant ferme sur l'idée que, tout en suivant des voies différentes, ils devaient finir par converger. Pour Tocqueville, l'Amérique est l'avenir de l'Europe, à qui elle montre la voie de la démocratie, c'est-à-dire de la tendance irrésistible à l'égalité des conditions. Mais la forme que prendra celle-ci en Europe et la manière dont elle sera vécue portera la marque du passé aristocratique et des révolutions qui l'auront écarté.

Pour Hegel, l'Europe est l'avenir de l'Amérique. Celle-ci connaît encore l'aventure, les exploits individuels, la guerre (peut-être, dit-il, entre le Nord et le Sud), et peut donc encore faire l'objet d'une épopée, alors que le vieux monde est entré dans l'ère de la rationalité prosaïque à laquelle correspond la forme littéraire du roman bourgeois et qui caractérise la modernité.

Pour l'un et pour l'autre, à mesure qu'elle progresse vers celle-ci, la société américaine est amenée à se diversifier et, à mesure que l'Union devient plus puissante, le rôle du gouvernement et de l'Etat en général est appelé à se développer ainsi que celui de son activité internationale, une armée permanente. Mais, pour l'un et pour l'autre encore, il n'y a pas d'aboutissement politique unique. Hegel souligne la différence à cet égard entre nations catholiques et protestantes. Autre exemple, il conseille à l'Angleterre de conserver ses "bourgs pourris", car, en l'absence d'un exécutif fort et d'un corps de fonctionnaires compétent, elle risque d'aboutir à la situation de la France où l'application des principes abstraits nourrit une instabilité permanente. Même l'Etat moderne rationnel, dont la Prusse offre l'exemple, est en proie à des contradictions économiques et sociales productrices de crises qui peuvent l'amener à chercher des débouchés par les aventures extérieures. Tocqueville dessine deux avenir possibles, un "despotisme doux" et une société libre.

Le XXe siècle a confirmé à la fois les prophéties de Hegel, celles de Tocqueville, et leur réticence comme à prédire un état final commun et harmonieux. L'Europe a suivi l'Amérique sur le chemin

de la démocratisation, l'Amérique a suivi l'Europe sur celui de la bureaucratiation, de la montée de l'exécutif et de la politique de puissance. L'Europe s'est considérablement américanisée sur le plan de la technique, des communications, de la culture de masse, mais aussi par certains emprunts institutionnels (cours constitutionnelles, projet de constitution d'une entité fédérale) ; l'Amérique s'est en partie européisée sur le plan des mœurs. Toutes les deux ont connu la crise de 1929, mais celle-ci a produit Hitler en Europe et Roosevelt aux Etats-Unis. Ceux-ci n'ont pas connu les révolutions et les régimes totalitaires. Ils ont vécu avec l'Europe les deux guerres mondiales mais ils en sont sortis renforcés et l'Europe affaiblie. Le rideau de fer a divisé le continent européen mais rapproché l'Europe occidentale et les Etats-Unis. L'après-guerre a été l'âge d'or de la convergence atlantique, encouragée à la fois par la menace d'un ennemi commun et par les institutions communes créées en Occident à la fin des années quarante. En revanche, les aventures militaires extérieures particulièrement en Indochine, et leur échec ont créé un fossé entre les Etats-Unis et l'Europe.

La défaite au Vietnam a coïncidé pour les Etats-Unis avec la montée de la contre-culture des années soixante. Ce dernier phénomène s'est propagé en Europe et a culminé avec les événements de 1968 en France, dont l'équivalent s'est prolongé par le "mai rampant" dans d'autres pays européens comme l'Italie.

## UNE DIVERGENCE CROISSANTE

Nulle part en Europe, cependant, ni le retrait post-impérial ni la contestation culturelle n'ont suscité une réaction aussi profonde et durable qu'aux Etats-Unis. La fraction traditionaliste et nationaliste du peuple américain a considéré que le relâchement des mœurs et le déclin du respect pour les autorités politiques et spirituelles faisait système avec l'humiliation de la défaite au Vietnam. Curieusement, cette réaction s'en est pris en même temps à l'Europe, retrouvant ainsi une vieille tradition selon laquelle celle-ci était synonyme de cynisme et de corruption. L'une des voix les plus respectables de la contre-révolution néo-conservatrice,

## Europe - Etats-Unis : rencontre de deux trajectoires ?

l'historienne Gertrude Himmelfarb, épouse de l'invité de celle-ci, Irving Kristol, et mère d'un de ses plus vigoureux apôtres, William Kristol, proclamait qu'il s'agissait de re-moraliser l'Amérique, c'est-à-dire de la "déseuropéiser".

Cette "dé-européisation" correspondait dans une certaine mesure à une évolution psychologique américaine plus répandue et plus profonde que les thèses des néo-conservateurs. Pratiquement tous les indicateurs américains ou européens tendant à conclure à une divergence essentielle et croissante des deux continents étaient fondés sur des réactions enregistrées pendant cette période, même si elles faisaient écho à des valeurs remontant à la fondation des Etats-Unis : la re-légitimation croissante des armes à feu et de la peine de mort, la militarisation de la politique étrangère, le rôle croissant de la religion, en particulier celle des fondamentalistes protestants, et de la lutte contre la libéralisation de l'avortement, le mépris du gouvernement, la foi dans le marché et la frénésie de la consommation, coexistant avec la volonté de démocratiser le monde entier, au besoin par la force.

Mais le retour aux vertus traditionnelles ne concerna pas l'économie. Une longue période de croissance ininterrompue, une consommation exubérante fondée sur le crédit, une dérégulation générale fondée sur l'idée que "le gouvernement n'est pas la solution mais le problème" achevaient de nourrir un triomphalisme américain par comparaison avec lequel l'Europe semblait statique et empêtrée dans ses législations sociales, ses droits acquis et ses règlements supra-nationaux. Les Etats-Unis semblaient avoir adopté la devise du Texas : "God, business and Texas", et, en face de cette Amérique religieuse, capitaliste et patriotique, l'Europe laïcisée et hésitante semblait à celle-ci timorée et molle. De son côté, elle regardait avec un mélange de désapprobation, d'inquiétude et d'envie cette Amérique décomplexée.

## D'UNE CRISE COMMUNE À UNE NOUVELLE CONVERGENCE ?

Cette révolution reaganienne, continuée avec moins de panache et d'ambition par les présidences Bush père et Clinton, et avec imprudence et maladresse par G.W. Bush semble désormais loin de nous. Les échecs extérieurs de la présidence Bush, la crise financière et économique, le mécontentement social et l'élection de Barak Obama ont mis fin, pour l'instant, à la double hubris du capitalisme débridé et du wilsonisme botté. Pour la première fois depuis longtemps, l'Amérique et l'Europe font face à la même crise et aux mêmes problèmes en même temps. Des deux côtés de l'Atlantique, la conscience se répand de la nécessité pour l'Occident de modérer son assurance extérieure et son mode de vie, de retrouver les vertus anciennes de prudence et de sacrifice. Surtout, l'Amérique et l'Europe occidentale sont désormais gouvernées par des pragmatiques plutôt que par des idéologues ou des idéologies. C'est certainement le cas de Barack Obama, dont l'élection constitue une révolution mais dont la politique recherche avant tout le consensus et l'efficacité. C'est celui de Nicolas Sarkozy, mais aussi, chacun à sa manière, de Gordon Brown et d'Angela Merkel. Si leurs efforts ne sont pas submergés ou bloqués par une crise économique qui prendrait des allures d'effondrement ou par des catastrophes d'un autre ordre, politique, militaire ou génocidaire – dans les zones violentes et fragiles du monde, qui rejailliraient sur l'Amérique et l'Europe, on peut espérer qu'une période de convergence à l'intérieur de l'Occident et d'accommodement avec un monde que celui-ci ne domine plus s'ouvre pour les prochaines années ou décennies. Dans le cas contraire, on risque de revoir des replis et des aventures solitaires riches en malentendus et en récriminations mutuelles.

Même dans l'hypothèse la plus favorable, la collaboration et l'entente pragmatique face à des problèmes communs ou voisins ne supprimeront pas la différence entre cultures politiques. Pour les Américains, même quand l'Etat creuse son déficit pour sauver les banques, les mots de "nationalisation", de "redistribution", ou de "socialisme" restent tabous alors que les Français retrouvent les réflexes traditionnels de l'Etat protecteur.



Plus encore : il n'est ni probable ni souhaitable que l'Amérique et l'Europe abandonnent leurs exceptionnalismes respectifs qui sont profondément liés à leur identité. Une Amérique qui garderait son dynamisme et sa foi dans une mission universelle, à condition de ne pas considérer que celle-ci doive s'exprimer avant tout par la conquête militaire ni qu'elle la dispense de s'appliquer à elle-même les disciplines qu'elle préconise pour les autres, une Europe qui aurait foi dans l'expérience de souveraineté partagée qu'elle représente sans croire que celle-ci peut garantir par elle-même son influence et lui tenir lieu de puissance, seraient parfaitement compatibles entre elles et salutaires pour le monde.

